



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des  
révolutions du XIXe siècle

59 | 2019

Souverainetés africaines

---

### Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST, *Vies d'hospice. Vieillir et mourir en institution au XIX<sup>e</sup> siècle*

Yannick Marec

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/6735>

DOI : 10.4000/rh19.6735

ISSN : 1777-5329

#### Éditeur

La Société de 1848

#### Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2019

Pagination : 236-238

ISSN : 1265-1354

#### Référence électronique

Yannick Marec, « Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST, *Vies d'hospice. Vieillir et mourir en institution au XIX<sup>e</sup> siècle* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 59 | 2019, mis en ligne le 11 janvier 2020, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/6735> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.6735>

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST, *Vies d'hospice. Vieillir et mourir en institution au XIX<sup>e</sup> siècle*

Yannick Marec

---

## RÉFÉRENCE

Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST, *Vies d'hospice. Vieillir et mourir en institution au XIX<sup>e</sup> siècle*, Seyssel, Champ Vallon, « collection la chose publique », 2018, 387 p., 26 euros.

- 1 Cet ouvrage dense s'appuie sur une documentation considérable aussi bien archivistique que bibliographique. L'importance de la population concernée est celle d'une capitale en pleine expansion comprenant environ 26 000 individus âgés de plus de 70 ans en 1851 (2,5 % de la population totale) et près de 77 000 en 1911 (2,7 % de la population), donc d'un âge qui est théoriquement celui d'une capacité à obtenir des secours des collectivités publiques. Les places disponibles en institutions publiques et privées représentent 7 200 lits en 1851 et environ 14 000 en 1911. Cela indique une certaine difficulté pour les Parisiens âgés à obtenir une entrée en hospice ou en maison de retraite malgré la forte progression du nombre des établissements, une évolution qui concerne d'ailleurs surtout les établissements extérieurs à l'Assistance publique (voir les cartes des établissements spécialisés dans l'accueil de la vieillesse en 1840 et 1914, p. 55 et les annexes statistiques). Les conclusions du travail de recherche concernent une quarantaine d'établissements qui ont produit des sources nombreuses et riches, provenant aussi bien des archives de l'Assistance publique (devenue AP-HP), de celles du Centre d'action sociale de la ville de Paris, que de dépôts d'institutions privées et confessionnelles, comme le diocèse de Paris ou les Petites Sœurs des Pauvres, sans que cette liste soit exhaustive. Ajoutons que l'auteure a effectué un travail par sondage sur les innombrables registres matricule des institutions pour arriver à constituer une base de données d'environ 7 500 individus admis dans divers

établissements spécialisés dans l'accueil des personnes âgées, qu'ils soient gratuits ou payants.

- 2 L'auteure propose une approche nuancée et fortement argumentée de l'institutionnalisation de la vieillesse à travers les hospices, sans doute trop longtemps assimilés à des mouiroirs pour personnes âgées exclues de toute vie sociale. Elle s'attache « à sortir les vieillards assistés du misérabilisme déshumanisant et du cloître isolant où l'historiographie les a trop vite relégués » (p. 193). Elle peut s'appuyer sur un constat, à savoir le fort développement des hospices et établissements destinés aux personnes âgées, malgré les discours récurrents concernant la préférence à accorder aux secours à domicile, sorte d'antienne qui concernait d'ailleurs aussi les secours médicaux. L'hospitalisation était en effet jugée trop coûteuse, destructrice des liens de famille et condamnant les hospitalisés, en particulier les vieillards à une fin de vie dégradante et contrainte.
- 3 L'apport de l'ouvrage de Mathilde Rossigneux-Méheust est d'autant plus important et riche qu'il contribue aussi à remettre en cause une vision quelque peu réductrice des finalités et du fonctionnement au quotidien des établissements destinés aux personnes âgées. Son analyse concerne donc les bénéficiaires parisiens d'un lit d'hospice, ceux qui pour des raisons principalement économiques sont dans l'incapacité à vivre à domicile. Cela ne signifie pourtant pas qu'ils soient obligatoirement des pensionnaires marginalisés et stigmatisés. L'ouvrage souligne au contraire la capacité des « anciens » à saisir les différentes opportunités qui peuvent s'offrir à eux ou, mieux, qu'ils peuvent susciter pour attirer l'attention sur leur sort. Cette visibilité sociale semble avoir pris davantage d'ampleur avec le processus de « républicanisation » de la protection sociale qui a marqué la fin du XIX<sup>e</sup> et surtout le début du XX<sup>e</sup> siècle, en ce qui concerne plus particulièrement la prise en charge des personnes âgées et retraitées avec notamment les lois de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables et de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes. Cette évolution a conféré aux populations des hospices parisiens une sorte de légitimité nouvelle.
- 4 Dans ces perspectives, l'auteure a organisé son travail selon trois séquences. Dans une première partie, intitulée « Devenir assisté », Mathilde Rossigneux-Méheust évoque la genèse d'une proposition d'assistance pour les vieillards jugés méritants. Elle souligne le caractère précoce de l'application à Paris des principes proclamés par la Révolution française concernant le devoir d'assistance aux vieillards. De plus, la création de l'Assistance publique de Paris en 1849 a contribué à sensibiliser les édiles municipaux aux détresses du grand âge. Cela a déterminé chez eux la naissance d'un « élan bâtisseur » qui a d'ailleurs concerné encore davantage les élites charitables et philanthropiques. L'hospice s'avère être un abri pour les classes populaires parisiennes vieillissantes. L'entrée en institution comporte cependant une perte de repères et une mise sous tutelle qui peut en même temps être une opportunité économique pour les plus fragiles.
- 5 La deuxième partie s'attache plus particulièrement à l'étude du quotidien des pensionnaires, variable selon le statut social que reflète la diversité des modes d'hospitalisation. Les plus pauvres sont ainsi fréquemment astreints à un travail au profit de l'établissement. La mise au travail de ces « utilisés » est fortement soumise aux logiques de genre et présente un aspect qui peut paraître quelque peu paradoxal pour des populations jugées inaptes à subvenir ordinairement à leurs besoins ! Les vieillards des hospices doivent aussi laisser à leur décès les quelques biens qu'ils

peuvent encore posséder. À noter que l'émergence d'une vie collective est devenue d'autant plus prégnante et indispensable avec l'éloignement des établissements du centre-ville vers la périphérie, l'un des effets de l'haussmannisation de l'espace parisien. Cependant, on observe simultanément une ouverture de l'hospice à son environnement en liaison avec l'affirmation d'une sorte de citoyenneté sociale et politique qui peut même devenir revendicative. Cela se traduit aussi par une montée de la sollicitude des autorités administratives et politiques vis-à-vis des personnes âgées des hospices, même si ses traductions concrètes tardent à se faire sentir.

- 6 Avec la troisième partie intitulée « Déclins », l'auteure envisage à la fois les fins de vies fragiles des populations des hospices et aussi leur mort sous tutelle. L'auteure fait une approche nuancée du traitement médical des vieillards à l'hospice. Ainsi la médicalisation qui s'est affirmée dans les hôpitaux, particulièrement à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a-t-elle également concerné les hospices, même si cela n'a pas empêché l'émergence d'un profond sentiment d'insécurité médicale. Celui-ci était lié notamment aux limites mêmes du pouvoir de guérir, à la fragilité émotionnelle inhérente à la fin de vie et aussi au sentiment de relégation ressenti par les vieillards hospitalisés. Il est vrai aussi que les décès tendent à faire des hospices un lieu de cohabitation des vivants et des morts, de manière collective et non individualisée. De surcroît, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, les cadavres des assistés servent au diagnostic des médecins sur les causes des décès sans que les vieillards eux-mêmes ni leurs proches ne puissent s'y opposer. En ce qui concerne les dissections, les vieillards des institutions payantes comme l'hospice des Ménages ou La Rochefoucault y échappent, contrairement aux hospices d'indigents. Les distinctions sociales interviennent donc aussi dans la prise en compte de l'identité des vieillards hospitalisés. D'autres aspects, comme l'accompagnement religieux qui peut virer au prosélytisme des sœurs ou des aumôniers ou encore les contraintes des règles administratives concernant les objets des décédés sont aussi à prendre en considération, même s'il peut exister des stratégies de contournement individuelles et aussi collectives qui tendent d'ailleurs à se développer à la fin du siècle.
- 7 Au total, cette étude neuve et remarquablement écrite devrait devenir un ouvrage de référence sur l'histoire de l'institutionnalisation de la vieillesse au cours d'un long XX<sup>e</sup> siècle se prolongeant jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale.